

La langue maternelle de 60 p. cent des Canadiens est l'anglais, celle de 27 p. cent le français. Mais comme 13 p. cent des Canadiens ont d'autres langues maternelles, on parle volontiers du Canada comme d'un pays bilingue et multiculturel. Quarante-vingts p. cent des francophones habitent le Québec, mais on trouve également d'importantes minorités de langue française en dehors de cette province, notamment en Ontario, où près d'un demi-million de personnes parlent le français, et au Nouveau-Brunswick où l'on en compte plus de 200 000.

Les revendications du Québec sont plus nettes et plus radicales que celles des autres provinces et le Québec est généralement au centre des préoccupations dès que l'on évoque l'avenir. Cette province a, depuis longtemps, manifesté des sentiments autonomistes au sein de la fédération canadienne. Ses revendications constantes résultent d'une conception typiquement québécoise du fédéralisme canadien selon laquelle la fédération est fondamentalement le produit d'un pacte entre les deux peuples qui ont fondé le pays: les Canadiens anglais et les Canadiens français⁽⁴⁾. Il découle de cette conception que les porte-parole des deux groupes sont, respectivement, le gouvernement central et le gouvernement québécois et que l'«État» du Québec, assise principale de la «nation» canadienne-française,

doit défendre jalousement les pouvoirs et les garanties que lui accorde la Constitution. Cette attitude autonomiste découle directement du nationalisme que professent depuis longtemps les Canadiens français. Elle domine leur pensée et leur histoire. Ce nationalisme s'est profondément transformé au cours des dernières années. Traditionnellement défensif, il est devenu revendicatif.

D'une façon générale, le Québec est passé, au cours des quinze dernières années, d'une société traditionnelle, fermée, cléricale et conservatrice, à une société moderne, dynamique et pluraliste. Ces changements rapides ont exacerbé le vieux sentiment de vulnérabilité de ses francophones. Les nationalistes québécois craignent, en effet, que la culture française ne soit compromise, à moins qu'elle ne s'appuie sur un État québécois fort, c'est-à-dire possédant à peu près tous les pouvoirs d'un État indépendant. Cette véritable «crise d'identité» est analogue, sinon comparable, à celle que traversent les Écossais, les Basques, les Bretons et les Corses, pour ne citer que quelques exemples.

Le Parti québécois, créé en 1968, est une émanation de ce nouveau nationalisme. Il a pris le pouvoir aux élections de novembre 1976 en s'assurant 71 des 110 sièges de l'Assemblée nationale du Québec avec 41,3 p. cent des suffrages. Durant la campagne précédant ces